

Rafles policières à Bujumbura

Certains quartiers se sont vidés avant le ratissage de dimanche

• Des centaines de policiers ont été déployés dans les quartiers d'opposition.

• Neuf personnes ont été tuées dans un café par des hommes en uniforme.

• Le Rwanda proteste contre les violences à Bujumbura.

Les quartiers contestataires de Bujumbura ont continué, dimanche, à se vider, après l'expiration, samedi à minuit, d'un ultimatum lancé aux opposants au troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, les invitant à déposer leurs armes en échange d'une amnistie, après quoi la police pourrait "user de tous les moyens".

Les populations fuyaient les quartiers à majorité tutsie du nord de la capitale pour se réfugier en périphérie ou dans des zones réputées plus calmes, mais aussi des quartiers mixtes ou hutus comme Cibitoke.

"Manipulation"

"Il n'y aura pas de guerre ni de génocide" au Burundi, a affirmé samedi à l'AFP Willy Nyamitwe, conseiller principal présidentiel en communication. "Il y a aujourd'hui une manipulation de la communauté internationale car celle-ci est tombée dans le piège d'une opposition qui a toujours chanté "génocide" et qui a propagé des traductions erronées de certains propos de responsables burundais interprétés exprès dans le sens négatif", a-t-il assuré.

Il y a une semaine, le président du Sénat, Révérien Ndikuriyo, avait menacé de "pulvériser les quartiers" contestataires de Bujumbura (voir "La Libre" du 7 novembre), utili-

sant le terme "travailler", utilisé pour "tuer" lors du génocide de 1994 au Rwanda voisin.

"Neuf millions de citoyens"

Le ministre de la Sécurité publique, Alain-Guillaume Bunyoni, véritable numéro 2 du régime, a rappelé cette semaine aux habitants des quartiers contestataires, surtout tutsis, qu'ils étaient minoritaires face à la masse paysanne hutu favorable au président Nkurunziza.

"Si les forces de l'ordre échouaient, on a neuf millions de citoyens à qui il suffit de dire: 'Faites quelque chose'."

ALAIN-GUILLAUME BUNYONI

Le ministre de la Sécurité – et bras droit du président Nkurunziza – a rappelé cette semaine aux habitants des quartiers contestataires qu'ils étaient minoritaires.

ziza, désireux de mettre fin à la contestation agitant son pays depuis le printemps.

Signe de l'urgence de la situation, l'émissaire américain pour l'Afrique des Grands Lacs, Thomas Perriello, devait arriver au Burundi dimanche pour exhorter toutes les parties "au maximum de retenue" et à "la reprise du dialogue", selon le département d'Etat.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir lundi, à la demande

de la France, pour évoquer l'escalade des tensions dans ce pays. "C'est étonnant de voir qu'un gouvernement qui veut mettre fin au terrorisme est critiqué au lieu d'être encouragé", a réagi Willy Nyamitwe, accusant l'opposition d'être "responsable" des crimes commis dans les quartiers contestataires de Bujumbura et réfutant les accusations des ONG et les témoignages des habitants accablant les forces de l'ordre.

Neuf personnes exécutées

Samedi soir, vers 20 heures, neuf personnes ont été tuées lorsqu'un groupe armé – portant des uniformes de policiers selon des témoins interrogés par l'AFP – sont entrés dans un bar du quartier de Kanyosha, ont forcé des personnes qui prenaient un verre dehors à rentrer dans le bar et leur ont ordonné de se coucher au sol. "Ils leur ont tiré dessus froidement. C'était vraiment une exécution", a dit le maire de Bujumbura, Freddy Mbonimpa.

Dimanche à l'aube, des centaines de policiers ont encerclé le quartier de Mutakura, au nord de la ville – déserté par ses habitants –, fouillant "maison par maison". En fin de journée, l'opération se poursuivait, indique l'AFP. Selon l'administrateur de la commune de Ntahangwa, qui englobe Mutakura, Rémy Barampama, "des fusils et des grenades ont déjà été saisis [...] mais sachez que l'opération ne fait que commencer et qu'elle devra se poursuivre dans les jours qui viennent".

A la mi-journée, la police a présenté à la presse une dizaine de fusils, dont des Kalachnikovs, et des grenades. (AFP)

La colère de Paul Kagame

Les gens meurent tous les jours, les cadavres jonchent les rues [...] Comment des dirigeants peuvent-ils s'autoriser à massacrer leur population du matin au soir ?" Telle est, selon les agences de presse, la phrase indignée qu'a prononcée le président rwandais Paul Kagame, vendredi soir, soit vingt-quatre heures avant l'expiration de l'ultimatum donné par son homologue burundais, Pierre Nkurunziza, à ses opposants pour qu'ils déposent les armes (voir "La Libre" du 7 novembre).

Et M. Kagame d'accuser le président burundais de "se cacher": "Personne ne peut l'atteindre pour lui parler. Comment peut-il prétendre diriger le pays ?" Hier soir, la présidence burundaise, a dénoncé des propos d'une "agressivité inouïe".

Poussées de fièvre

Les relations entre Rwanda et Burundi connaissent des poussées de fièvre à chaque flambée de violence ethnique dans l'un ou l'autre de ces pays, quand ils sont dirigés par des chefs d'Etat d'ethnies différentes.

Les deux pays, quoique n'étant pas les jumeaux qu'une observation superficielle pourrait faire croire, ont tous les deux une population à majorité hutue, avec une forte minorité tutsie.

Jusqu'en 1993, le Burundi a été dirigé par des Tutsis, avant l'élection d'un président hutu dont le renversement, après quelques mois de pouvoir, amena une guerre civile puis, en 2005, l'accession à la présidence de Pierre Nkurunziza, Hutu issu d'une guérilla hutue.

Le Rwanda a été dirigé par des Hutus jusqu'au génocide de 1994. La victoire du Front patriotique rwandais (FPR, à dominante tutsie) sur les génocidaires plaça au pouvoir un de leurs membres hutus, forcé à démissionner, en 2000, au bénéfice de son vice-Président, le Tutsi Paul Kagame; ce dernier sera élu en 2003 et en 2010.

Complaisance mutuelle

Les deux pays ont entretenu de bonnes relations, ces dernières années, allant même, en 2005, jusqu'à considérer comme immigrés illégaux leurs candidats réfugiés respectifs. A l'époque, 7000 Rwandais avaient fui leur pro-

vince de Butare (frontalière avec le Burundi), dont "un nombre considérable", selon l'agence de presse Hironnelle, soutenue par l'ONU, de suspects de génocide recherchés par la Justice rwandaise. Et des Tutsis burundais avaient fui au Rwanda en raison de la tension créée dans leur pays par la campagne électorale qui devait marquer la fin de la guerre civile.

Les choses ont changé ces derniers mois, avec le forçage du président Nkurunziza pour se maintenir personnellement au pouvoir, bien que l'Accord de paix d'Arusha, qui a mis fin à la guerre civile, interdit formellement qu'un chef d'Etat preste plus de deux mandats. Bien qu'un autre candidat de son parti CNDD-FDD serait sans aucun doute sorti victorieux d'élec-

tions régulières, l'obstination de M. Nkurunziza à rester en place a conduit à un cycle protestation-répression qui a produit 200 morts, un coup d'Etat raté, la dévastation de l'économie, la naissance d'un groupe armé et 200000 réfugiés à l'étranger.

200 000

RÉFUGIÉS

Depuis le début de la crise du troisième mandat du président.

Milice et génocidaires

Si le président Kagame a fustigé, lors de réunions régionales, l'incapacité de Pierre Nkurunziza à maintenir l'ordre dans son pays, les manœuvres ethniques de la présidence burundaise ont particulièrement inquiété Kigali. Ainsi, le bras droit de M. Nkurunziza, le général Adolphe Nshimirimana (tué dans un attentat en août dernier), avait recruté d'anciens génocidaires rwandais vivant dans l'est du Congo. Le général Nshimirimana a organisé l'armement de la milice du parti au pouvoir au Burundi, le CNDD-FDD, les Imbonerakure – dénoncés par l'ONU – et leur entraînement dans l'est du Congo.

Depuis le début de la crise, Bujumbura a accusé Kigali d'abriter les responsables du coup d'Etat raté du 13 mai 2015 contre le président Nkurunziza et d'organiser l'entraînement des Burundais qui veulent renverser par la force celui qui refuse de dialoguer avec son opposition.

On sait par ailleurs que le FPR s'est juré qu'il n'y aurait plus de génocide de Tutsis.

Marie-France Cros